

## ASSOCIATION DES ÉTATS DE LA CARAÏBE (AEC)

### XXV<sup>e</sup> RÉUNION DU COMITÉ SPÉCIAL SUR LE TOURISME DURABLE

L'Antigua Guatemala, Guatemala, les 22 et 23 mai 2014

#### RATIFICATION DES TRAITÉS DE L'ASSOCIATION DES ÉTATS DE LA CARAÏBE : BUREAU DU CONSEILLER JURIDIQUE DE L'AEC

#### **RATIFICATION (DEFINITION)**

Ratification signifie « l'acte international ainsi dénommé par lequel un Etat établit sur le plan international son consentement à être lié par un traité »<sup>1</sup>. La ratification a pour objet de donner aux États participant aux négociations un délai avant d'exprimer leur consentement à être liés suivant l'adoption et la signature d'un traité. Dans certains cas, le traité peut nécessiter une législation ; ou la constitution de l'État peut requérir l'approbation parlementaire du traité ou l'État peut simplement avoir besoin de temps pour examiner les implications du traité.

Le besoin de ratification pour établir le consentement d'un État à être lié est prévu dans le texte du traité. Par exemple, l'Article 7 de la *Convention pour la Création de la Zone de Tourisme durable (Convention de la ZTDC)* de l'Association des États de la Caraïbe stipule que :

« **La présente Convention sera soumise à la ratification des États Signataires**, Pays et Territoires auxquels se réfère l'Article IV de la Convention créant l'Association des États de la Caraïbe, conformément à leurs procédures constitutionnelles respectives ».

Les dispositions du traité détermineront si et quand la ratification permettra l'entrée en vigueur du traité pour l'État. À cet égard, l'Article 9 de la Convention de la ZTDC stipule que :

« La présente Convention entrera en vigueur le trentième jour à compter de la date du dépôt du quinzième instrument de ratification ».

Par conséquent, la Convention de la ZTDC nécessite le dépôt des instruments de ratification de quinze États pour que le traité puisse entrer en vigueur.

#### **LE PROCESSUS DE RATIFICATION**

La ratification comprend premièrement l'exécution d'un instrument de ratification par le pouvoir exécutif et deuxièmement, soit l'échange dudit instrument contre l'instrument de ratification de l'autre État (traité bilatéral), soit le dépôt de l'instrument de ratification auprès du dépositaire (traité multilatéral).

#### ***Exécution de l'instrument de ratification***

Un instrument de ratification doit exprimer clairement et sans ambiguïté son intention à être liée. L'instrument doit donc :

<sup>1</sup> Article 2(1) (b) de la Convention de Vienne sur le Droit des Traités.

1. Identifier le traité par son titre, la date et le lieu où le traité a été conclu ;
2. Fournir le nom et le titre de la personne ayant signé l'instrument ;
3. Indiquer quand et où l'instrument a été délivré. (Un exemple est joint en **Annexe 1**)

L'instrument de ratification doit être signé au nom de l'État par le chef d'État, le chef de gouvernement ou le ministre des Affaires étrangères selon la constitution et la pratique de l'État. S'il est signé par une autre personne, les pleins pouvoirs autorisant ladite personne à le faire devront être produits.

Suite à son exécution, l'instrument est transmis, accompagné d'une note verbale, à la Direction des Affaires juridiques internationales du Ministère des Affaires étrangères de la Colombie. Cette Direction notifiera par la suite à l'Association le dépôt de l'instrument exécuté. (L'information du contact est jointe en **Annexe 2**)

**LISTE DES ANNEXES :**

**Annexe 1 : Un exemple de l'Instrument de la Ratification**

**Annexe 2 : L'information du contact**

**Annexe 3 : Statut de la Ratification de la Convention de la ZTDC et Statut des Signatures au Protocole**

ANNEXE 1

(Emblème)

INSTRUMENT DE RATIFICATION

**CONSIDÉRANT** que la Convention pour la Création de la Zone de Tourisme durable de la Caraïbe a été adoptée et ouverte à la signature à l'occasion du III<sup>e</sup> Sommet de l'Association des États de la Caraïbe, tenu le 12 décembre 2001, à l'Île de Margarita, en République bolivarienne du Venezuela.

**ET CONSIDÉRANT** que ladite Convention a été signée au nom du Gouvernement de XXX le 12 décembre 2001.

**AINSI**, le Gouvernement du Commonwealth de XXX, ayant examiné la Convention susmentionnée, la ratifie par le présent instrument et s'engage à remplir et à exécuter fidèlement toutes les dispositions qu'elle contient.

**EN FOI DE QUOI**, je soussigné Carl Thomas, Premier Ministre, ai signé et revêtu de mon sceau le présent instrument.

**FAIT**, au Ministère des Affaires étrangères, ABC, XXX, ce quatrième jour de juillet 2013.

Carl Thomas  
PREMIER MINISTRE

(SCEAU)

**ANNEXE 2**

**Contact au Ministère des Affaires étrangères Colombie**

**Alejandra RODRIGUEZ CORTÉS**

Abogada

Grupo Interno de Trabajo de Tratados

Dirección de Asuntos Jurídicos Internacionales

Ministerio de Relaciones Exteriores

Courrier électronique: [alejandra.rodriguez@cancilleria.gov.co](mailto:alejandra.rodriguez@cancilleria.gov.co)

Poste fixe: 57(1) 381 4000, EXT.: 1215

Adresse: Calle 10 N° 5-51 Palacio de San Carlos

Bogotá D.C. Colombia

## ANNEXE 3

**Convention pour la Création de la Zone de Tourisme durable de la Caraïbe  
(Entrée en vigueur le 6 novembre 2013)**

En accord avec l'Art. 9, il entrera en vigueur quand 15 des États, Pays ou Territoires  
déposeront l'instrument de ratification.

Fait à 12/12/01

Nombre de ratifications : 17

<b>ETAT</b>	<b>Signature</b>	<b>Ratification</b>
<b>CARICOM</b>		
Antigua et Barbuda	12/12/01	
Les Bahamas	12/12/01	4/07/07
La Barbade	12/12/01	7/10/13
Belize	12/12/01	
Dominique	12/12/01	31/3/14
La Grenade	12/12/01	22/08/02
Guyana	12/12/01	14/12/13
Haïti	12/12/01	
La Jamaïque	12/12/01	
Saint- Christophe et Nevis	12/12/01	
Sainte-Lucie	28/7/05	
Saint- Vincent et les Grenadines	12/12/01	
Surinam	12/12/01	
Trinité et Tobago	27/07/04	13/11/06
<b>Etats Membres par groupe de pays et Etats Associés</b>		
<b>LE GROUPE DES TROIS</b>		
Colombie	12/12/01	
Le Mexique	12/12/01	11/11/03
Venezuela	12/12/01	17/6/13
<b>L'AMERIQUE CENTRALE</b>	<b>L'AMERIQUE CENTRALE</b>	
Costa Rica	12/12/01	1/3/11
El Salvador	12/12/01 avec réserve	05/09/05
Guatemala	12/12/01 avec réserve	10/04/08
Honduras	12/12/01	2/8/13
Nicaragua	12/12/01 avec réserve	23/10/07
<b>LES PAYS NON ALIGNES</b>	<b>LES PAYS NON ALIGNES</b>	
Cuba	12/12/01	18/10/05
La République Dominicaine	12/12/01	5/6/12
Panama	12/12/01	30/06/04
<b>ETATS ASSOCIES</b>	<b>ETATS ASSOCIES</b>	
Aruba		
La France par rapport à la Guyane , Guadeloupe, Martinique, Saint Martin et Saint-Barthélemy	12/12/01	Dépôt de l'instrument de l'approbation 09/10/02
Curaçao		
Sint Maarten		
Saba		
Sint Eustatius		
Bonaire		

**Protocole à la Convention pour la Création de la ZTDC**  
(Pas encore entrée en vigueur)

En accord avec l'Art. 8, il entrera en vigueur avec la signature de 15 des États qui ratifient la Convention pour la Création de la Zone de Tourisme durable de la Caraïbe

De toutes les signatures obtenues (14), neuf (9) appartiennent aux états qui ont déposé les instruments de ratification de la Convention principale.

<b>ETAT</b>	<b>Signature</b>
<b>CARICOM</b>	
Antigua et Barbuda	
Les Bahamas	
La Barbade	12/02/04
Belize	
Dominique	
La Grenade	
Guyana	
Haïti	15/12/04
La Jamaïque	27/07/04
Saint- Christophe et Nevis	
Sainte-Lucie	28/07/05
Saint- Vincent et les Grenadines	
Surinam	12/02/04
Trinité et Tobago	27/07/04
<b>Etats Membres par groupe de pays et Etats Associés</b>	
<b>LE GROUPE DES TROIS</b>	
Colombie	
Le Mexique	12/02/04
Venezuela	
<b>L'AMERIQUE CENTRALE</b>	<b>L'AMERIQUE CENTRALE</b>
Costa Rica	15/12/04
El Salvador	14/11/07
Guatemala	15/12/04
Honduras	
Nicaragua	12/02/04
<b>LES PAYS NON ALIGNES</b>	<b>LES PAYS NON ALIGNES</b>
Cuba	12/02/04
La République Dominicaine	12/02/04
Panama	12/02/04
<b>ETATS ASSOCIES</b>	<b>ETATS ASSOCIES</b>
Aruba	
La France par rapport à la Guyane , Guadeloupe, Martinique, Saint Martin et Saint- Barthélemy	
Curaçao	
Sint Maarten	
Saba	
Sint Eustatius	
Bonaire	